

Les subsides

M. Rodriguez: Madame la présidente, le ministre a tout à l'heure énuméré comme une litanie toutes les personnes qui souscrivent à l'accord de libre-échange du premier ministre (M. Mulroney). J'ai cependant remarqué qu'il n'avait fait allusion ni aux producteurs de vin, ni aux viticulteurs. Le député pourrait-il nous donner son avis sur le projet du gouvernement de sacrifier avec cet accord le secteur viticole et vinicole? C'est précisément ce que le gouvernement est en train de faire. Il sacrifie allègrement la viticulture, oubliant les conséquences de son geste pour ce secteur et l'importance de ce dernier pour notre pays. Je suis curieux de connaître l'avis du député là-dessus.

M. Althouse: Madame la Présidente, les viticulteurs savent pertinemment que leur secteur se ressentira de cet accord. En fait, ils sont nombreux à croire qu'il va sonner le glas de leur industrie et que la récolte qu'ils font en ce moment sera probablement la dernière pour eux.

De nombreuses transformations vont s'imposer pour rendre le secteur viticole du Canada compétitif. Les conséquences ne commenceront à se faire sentir qu'à la fin de la période de sept ans de mise en oeuvre progressive des dispositions de cet accord. Je doute que la production de nos vignobles plus septentrionaux nous permettra de fabriquer du vin qui saura concurrencer le vin produit dans le sud de la Californie ou en Europe. D'après ce que je connais de la culture du raisin, il faut de la chaleur et du soleil pour que le raisin soit suffisamment sucré et puisse donner un vin de qualité. Or, notre climat ne le permet pas toujours. En conséquence, il est pas mal clair à mon avis que le vignoble et la viticulture du Canada vont être pour ainsi dire ravagés par cet accord dans les sept années de la période de mise en application. Les consommateurs vont tout probablement boire du vin américain, qui est produit dans de très grosses exploitations.

D'après mes notes de documentation, l'exploitation des frères Gallo est capable de produire en sept ou huit jours presque tout ce que consomme le marché canadien. Donc, il y a de très fortes chances que cela se produise.

M. Belsler: J'ai suivi avec intérêt le député de Humboldt—Lake Centre (M. Althouse). J'ai toujours admiré ses critiques pour les questions qui concernent son portefeuille agricole, mais ce que je trouve de vraiment étonnant, c'est qu'il y a une semaine, il disait que c'étaient les offices de commercialisation qui allaient être détruits. Maintenant, ce qu'il dit, c'est que les offices de commercialisation risquent de voir ralentir leur croissance. Donc, il a su s'adapter à la réalité: le régime de commercialisation a été protégé dans cet accord. C'est là une chose qui est tout à fait vitale. Le régime de commercialisation a été préservé. Voilà la conclusion qui s'impose.

Le député parle d'apeurement au sujet des repas congelés qui vont nous tomber dessus en masse. Voilà justement ce qu'on ne laissera pas faire grâce à l'accord. Je me demande bien comment il peut aller répandre ces inexactitudes auprès des Canadiens au sujet de ce qui va se produire. Il commence à lire entre les lignes, et ses prophéties de malheur crèvent les yeux.

Le député a parlé en particulier de l'industrie laitière. Je lis dans l'accord que les articles justement dont il parle peuvent être inscrits sur la liste globale de contrôle des importations. Est-ce que cela n'assure pas la protection que le député dit manquer? Pourquoi va-t-il répandre ces inexactitudes au sujet des produits laitiers, comme il le fait ce matin?

La présidente suppléante (Mme Champagne): Puis-je demander au député de bien vouloir donner une réponse brève, si possible, étant donné que le temps nous presse.

M. Althouse: Je serai très bref, madame la Présidente. A notre avis, nous pouvons conserver la liste de contrôle des importations. Cependant, le recours à cette liste est contraire à l'esprit de l'accord. Nous devons donc cesser de nous en servir si nous voulons respecter certaines dispositions figurant au début de l'accord et l'esprit de ce dernier. Je suppose donc que nous entendons agir dans le sens des expressions ampoulées que l'on retrouve au début de l'entente et qu'en définitive, nous renoncerons à utiliser les listes en question.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Nous reprenons le débat. La parole est au député d'Algonia (M. Foster).

M. Maurice Foster (Algonia): Madame la Présidente, je suis très heureux d'avoir l'occasion d'intervenir dans le débat d'aujourd'hui portant sur le libre-échange dans le secteur de l'agriculture. Selon moi, nous abordons ce débat en tenant compte de la volte-face du gouvernement par rapport à ce que le premier ministre (M. Mulroney) et la plupart de ses principaux ministres ont dit aux Canadiens durant la campagne électorale de 1984.

A l'époque, en réponse à une question d'un journaliste du magazine *Maclean's*, le premier ministre a déclaré:

Les Canadiens ont rejeté l'idée d'un libre-échange avec les États-Unis en 1911, et ils feraient de même à l'heure actuelle. Le Canada doit accroître sa part du commerce mondial...

En outre, si on se reporte aux paroles du ministre des Finances (M. Wilson), qui s'est précipité à Washington sur l'ordre du premier ministre afin de sauver l'accord en question et qui était candidat lors de la même campagne à la direction du parti à l'époque, on s'aperçoit qu'il a déclaré alors:

La notion d'échanges commerciaux bilatéraux est simpliste et naïve; cela ne ferait que réduire encore davantage notre compétitivité sur le marché mondial.